

Du Fillon avant l'heure !



Malgré un contexte de hausse importante des effectifs à Rouen – reconnu par une augmentation de la dotation budgétaire de 2,2 millions d'euros (M€) et la possibilité de créer 11 postes supplémentaires –, la présidence de l'université a décidé de geler près des trois quarts des emplois d'enseignant-chercheur (27 sur 37) et un bon nombre des postes Biatss vacants. Si la responsabilité première doit en être imputée à l'austérité imposée par le gouvernement, qui nous « doit » 3,86 M€ sur la dotation 2017 (GVT, réserve de précaution et contribution au redressement de la dette publique), les décisions prises par la direction de l'université n'en demeurent pas moins inadmissibles en orientant les activités de l'établissement vers celles d'un collège universitaire, avec un développement exclusif de l'apprentissage voulu par la région. ●

Pierre-Emmanuel Berche, section locale

Élection locale, enjeu national ?

Les élections aux conseils centraux de l'université de Strasbourg du 17 novembre ont vu un niveau de mobilisation électorale particulièrement important. Il convient de saluer le beau score réalisé par les listes d'entente présentées par la CGT et le SNASUB-FSU dans les collèges Biatss. Deuxième à seulement 5 % de la liste majoritaire, ce résultat se traduit par l'élection de deux collègues du SNASUB, l'un au CA, l'autre à la CFVU.

En ce qui concerne les enseignants-chercheurs, les conditions dans lesquelles la campagne électorale s'est déroulée sont inquiétantes. Plusieurs faits à la limite de la légalité sont à déplorer : appels de doyens ès qualité sur les listes de diffusion internes, toujours en faveur de la liste présidentielle, pressions individuelles, collecte hiérarchique des procurations...



© DR

Dans un tel contexte, il faut se féliciter que les listes Alternative 2017, soutenues par le SNESUP et le SNCS, aient obtenu 28 élus dans les trois conseils contre 32 pour les listes soutenant Michel Deneken. Les conditions sont ainsi réunies pour que le 13 décembre prochain le conseil d'administration fasse le choix d'un changement de politique en élisant Hélène Michel (*photo*) à la présidence de l'université.

Cependant, beaucoup dépendra de la position qu'adopteront les 4 élus étudiants de l'Afges (FAGE), les 6 élus Biatss du collège C, et bien sûr les 8 personnalités

extérieures qui, en raison des habituels jeux politiques, seront en très grande majorité favorables au président sortant. La lourde responsabilité de tous ces élus sera de faire un choix entre deux projets bien différents.

D'un côté celui de Michel Deneken, qui s'inscrit dans la continuité de l'équipe sortante, dont il a été le premier vice-président pendant deux mandats. Son bilan est pour le moins contrasté. Les réussites aux concours d'excellence (IDEX, LABEX...) ne sauraient masquer le développement exponentiel de la souffrance au travail, une gestion financière très imprudente, quelques fiascos retentissants (échec du projet Alisée avec une perte sèche de 4,5 M€) et un taux de réussite en licence parmi les plus bas des universités françaises. À force de tout miser sur la politique dite « d'excellence » et de vouloir briller à l'international, Michel Deneken et ses équipes successives ont fini par oublier le socle du service public de l'enseignement supérieur : former des étudiants. Dérive ultime de la loi LRU et des politiques d'excellence...

De l'autre côté le projet d'Hélène Michel, issu d'un processus participatif au plus près de l'attente des personnels, centré sur l'amélioration des conditions de travail et donnant la priorité aux missions fondamentales d'enseignement et de recherche. Mettre fin à la chute vertigineuse du nombre de postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs (-7 % depuis 2010) est devenu une urgence quand le nombre d'étudiants ne cesse d'augmenter et que leur condition d'accueil et d'encadrement n'est plus acceptable. ●

Pascal Maillard, secrétaire académique

